

Article 31 du Règlement

une façon économique et efficace de former nos militaires.

Ces appareils de formation présentent également un apport positif pour le Canada; on n'y pense peut-être pas habituellement, mais l'utilisation de simulateurs et d'appareils de formation par simulation contribue à protéger l'environnement. Nous savons tous que les Canadiens se préoccupent de nos jours de la protection de l'environnement. Les simulateurs constituent l'un des moyens les plus écologiquement sûrs et les plus économes d'énergie pour offrir une formation militaire et maintenir les habiletés nécessaires. Par exemple, un avion de combat n'aura à voler qu'une fraction du temps si son équipage est formé de façon également satisfaisante à l'aide d'un simulateur de vol. Cela permet d'économiser non seulement du temps, mais aussi de l'argent et des efforts.

Voilà pourquoi le salon ARMX joue un rôle aussi utile. ARMX est beaucoup plus qu'une foire commerciale de l'armement. C'est un lieu de rencontre où le gouvernement et l'industrie peuvent échanger de l'information et unir leurs efforts pour améliorer la formation des membres de nos forces armées et notre efficacité opérationnelle. Voilà pourquoi nous appuyons cette exposition de moyens technologiques de formation.

Notre participation y est cependant relativement limitée. Tout d'abord, absolument aucun denier public n'est dépensé aux fins de l'ARMX. Cette foire est parrainée, organisée et dirigée par des périodiques de l'industrie de défense appartenant à la société Baxter Publishing. Autrement dit, il s'agit d'une exposition privée dirigée par l'entreprise privée à l'avantage de l'État et de l'industrie. Bien que nous fournissions un certain soutien direct sous forme de matériel et de personnel, le coût de ces services est récupéré en conformité avec la réglementation.

Je vois, monsieur le Président, que mon temps de parole est limité pour le moment. Je me ferai un plaisir de participer à nouveau au débat après la période des questions.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

M. Ross Stevenson (Durham): Monsieur le Président, en dépit des craintes dont les partis d'opposition nous a rebattu les oreilles pendant le débat sur le libre-échange,

le secteur agricole et l'industrie alimentaire au Canada sont en pleine croissance et ne sont pas condamnés à mort.

• (1100)

Les énormes réinvestissements effectués actuellement dans ces secteurs laissent présager de nouveaux marchés et la création d'emplois.

Comme ses ventes de son d'avoine ont quadruplé, la société Quaker Oats a annoncé qu'elle allait dépenser 13 millions de dollars pour agrandir et moderniser son usine de Peterborough en Ontario. Cette expansion fournira un marché encore plus grand pour l'avoine ontarienne et canadienne. Cela veut dire qu'il y aura davantage d'emplois pour les travailleurs dans cette industrie.

Plus important encore, ces nouvelles installations de Peterborough produiront un genre de céréales qui est actuellement importé des États-Unis. En tant qu'agriculteur, je suis heureux de dire que l'industrie alimentaire canadienne reste saine et prospère.

* * *

LE TOURISME

LES RÉPERCUSSIONS DES COMPRESSIONS SUR L'INDUSTRIE

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Monsieur le Président, nous approchons de la fin de la semaine de sensibilisation au tourisme et les Canadiens s'aperçoivent que le gouvernement a fait de l'occasion une veillée funèbre plutôt qu'une célébration.

C'est particulièrement évident dans la région de la capitale nationale, où nos efforts pour promouvoir la capitale du pays comme destination touristique sont doublement contrariés. Non seulement nous nous trouvons devant une réduction de 20 millions du budget canadien du tourisme, mais nous avons aussi une coupe immédiate de 5 millions dans le budget de la Commission de la capitale nationale.

Récemment, le gouvernement a modifié le mandat de la CCN pour lui donner plus de responsabilités en matière de promotion touristique, mais parallèlement, il réduit les ressources disponibles pour faire le travail.

Quand le gouvernement commencera-t-il à se rendre compte que les investissements dans des secteurs comme le tourisme sont plus que remboursés par la stimulation de l'économie locale? Quand le gouvernement annulera-t-il ces compressions?